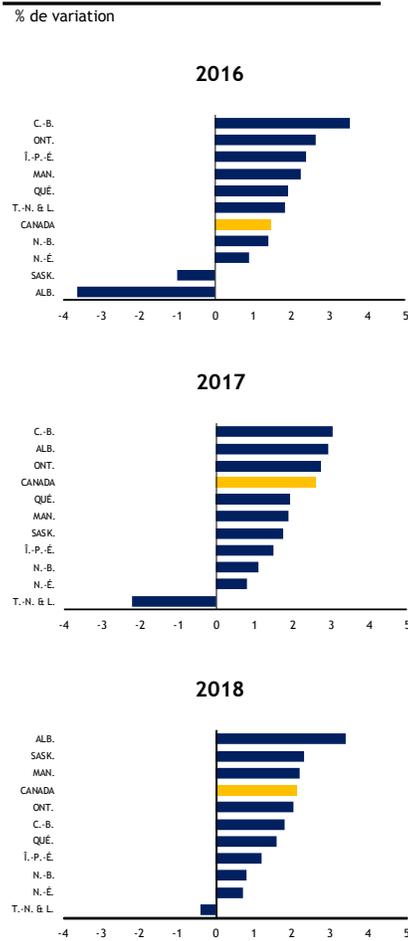


PERSPECTIVES PROVINCIALES

Juin 2017

L'Ouest canadien est la clé d'une meilleure croissance au Canada

Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Gerard Walsh
 Économiste
 416-974-6525
 gerard.walsh@rbc.com

Redressement de la situation : l'Alberta et la Saskatchewan renouent avec la croissance en 2017 et mettent fin à deux années de récession.

Perspectives revues à la hausse pour la Colombie-Britannique : la province devrait dominer le classement national de la croissance pour une troisième année consécutive.

Rythme de croissance soutenu dans le centre du Canada : le dynamisme devrait rester assez fort en Ontario et au Québec.

Portrait contrasté au Manitoba : la croissance devrait légèrement ralentir.

Lente progression dans la région de l'Atlantique : les moteurs de croissance de l'an dernier font défaut.

L'Alberta et la Saskatchewan ont finalement amorcé une reprise

L'Ouest canadien détient les atouts pouvant favoriser l'obtention du solide taux de croissance que nous prévoyons pour l'ensemble de l'économie nationale en 2017. Les reprises en Alberta et en Saskatchewan seront les principaux moteurs qui feront passer la croissance économique du Canada de 1,5 % en 2016 à 2,6 % cette année. Ces reprises, conjuguées à l'expansion continue de l'économie en Colombie-Britannique et au Manitoba, permettront à l'ensemble des provinces de l'Ouest de contribuer à la croissance économique du Canada pour la première fois en trois ans. Nos prévisions pour la Colombie-Britannique demeurent bonnes. Nous avons en fait rehaussé nos projections de croissance pour 2017 et avons maintenu la province au premier rang de la croissance des provinces pour une troisième année consécutive. Nous sommes moins optimistes que l'an dernier pour le Manitoba, mais continuons de prévoir pour cette année un taux de croissance respectable qui sera soutenu par la vigueur des secteurs de l'agriculture et de la construction.

Le centre du Canada sous le signe de la stabilité

Peu d'éléments pourraient faire dévier les économies de l'Ontario et du Québec de leur trajectoire de l'an dernier. La consommation, qui a joué un rôle important dernièrement, devrait continuer d'être une importante source de croissance. Les gouvernements seront aussi de la partie grâce à d'importants investissements en infrastructures, d'autres dépenses et des mesures fiscales, tandis que les exportateurs trouveront des occasions de croissance à l'étranger. Nous prévoyons un assainissement du marché ontarien du logement.

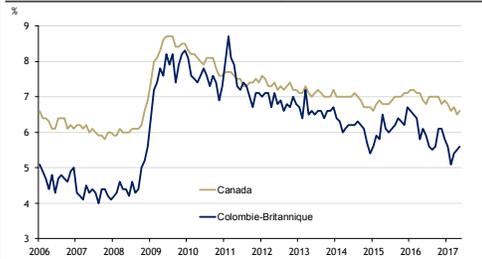
L'effet de la poussée démographique devrait s'estomper dans les provinces de l'Atlantique

La croissance devrait ralentir dans les provinces de l'Atlantique, et l'activité devrait se contracter une fois de plus à Terre-Neuve-et-Labrador après une courte pause observée l'an dernier. Le ralentissement prévu dans certains cas révèle une baisse de l'apport des grands projets d'investissement attribuable à l'achèvement des travaux de construction. Il traduit de façon générale notre point de vue selon lequel les effets bénéfiques de la vague des migrants arrivés l'an dernier dans la région diminueront cette année.

Les risques restent nombreux

Après les deux années très éprouvantes qu'ont connues certaines régions du pays, nous sommes heureux d'observer cette année une expansion généralisée dans l'ensemble des provinces. Toutefois, une grande partie de la reprise notée en Alberta et en Saskatchewan repose sur le redressement continu des prix du pétrole. Un autre repli des prix mondiaux du pétrole pourrait miner les reprises amorcées dans ces provinces. L'accentuation du protectionnisme aux États-Unis présente un risque considérable pour toutes les provinces. La prochaine renégociation de l'ALENA générera sans aucun doute beaucoup d'incertitude ; ce climat pourrait avoir des répercussions sur le commerce et les décisions d'investissement au Canada. Le conflit du bois d'œuvre est une menace immédiate pour les collectivités dont l'économie régionale repose sur les produits forestiers entre autres en Colombie-Britannique et au Québec.

Colombie-Britannique : taux de chômage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique : revente d'habitations



Source : Association canadienne de l'immobilier, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	2,5	3,3	3,3	3,6	3,0	1,8
PIB nominal	3,4	5,2	3,8	5,1	5,5	3,7
Emploi	0,1	0,6	1,2	3,2	3,2	0,8
Taux de chômage (%)	6,6	6,1	6,2	6,0	5,7	5,9
Ventes au détail	2,8	6,3	6,9	7,4	5,8	4,6
Mises en chantier (unités)	27 054	28 356	31 446	41 843	33 000	28 000
Indice des prix à la consommation	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,0	2,0

Robert Hogue
Économiste principal

La province se maintient en tête

L'économie de la Colombie-Britannique conserve un bon rythme. Même la correction de 40 % du marché du logement de Vancouver ne semble pas tant entraver cette progression. Nous relevons si peu de signes de ralentissement à cette étape-ci que le taux de croissance de 1,9 % précédemment prévu nous semble trop pessimiste. Nous l'avons donc rehaussé à 3,0 % ; ce taux maintient la Colombie-Britannique au premier rang de la croissance des provinces pour une troisième année consécutive. Nous continuons pourtant de nous attendre à un apport moindre du marché du logement à l'économie de la Colombie-Britannique. Le conflit lié au bois d'œuvre avec les États-Unis est un autre frein aux exportations et au secteur de la fabrication de la province. Compte tenu de toutes ces raisons, nous devrions observer un ralentissement de la croissance par rapport au taux électrisant de 3,6 % en 2016 (un sommet en dix ans). L'émergence de nouvelles pressions à la baisse sur le marché du logement nous fait prévoir une décélération accrue de l'expansion, à 1,8 %, en 2018.

Les signes d'un ralentissement sont très difficilement repérables

Nous nous répétons probablement, mais sommes heureux de dire que la majorité des indicateurs économiques en Colombie-Britannique continuent de montrer une économie florissante qui conserve un beau dynamisme. Le marché du travail a le vent dans les voiles. La croissance de l'emploi, qui s'établit à 3,6 %, est spectaculaire et bien supérieure à celle des autres provinces. La Colombie-Britannique se classe au deuxième rang du classement des taux de chômage les plus faibles (5,6 % en date de mai) au pays, après le Manitoba. La croissance de la population a atteint un sommet de sept ans grâce à la vague des migrants qui viennent de l'étranger et des autres provinces. Les détaillants, les grossistes, les fabricants et les restaurants et débits de boissons de la province continuent d'enregistrer des ventes soutenues, se maintenant à la tête du pays au chapitre de la croissance annuelle ou à proximité du premier rang. Les mises en chantier ont glissé sous leur sommet de 23 ans établi l'an dernier, mais la construction résidentielle reste exceptionnellement solide. Il n'y a jamais eu tant d'unités en construction en Colombie-Britannique.

La correction du marché du logement est-elle chose du passé ?

Selon les dernières nouvelles, le ralentissement noté l'an dernier dans le marché du logement de la Colombie-Britannique pourrait avoir pris fin. Nous constatons par exemple une reprise printanière des reventes de logements dans la région de Vancouver et une remontée des prix. Nous estimons que le marché continuera de se redresser pendant le reste de l'année. Autrement dit, nous ne pensons plus que le marché du logement nuira à la croissance économique cette année autant que nous le pensions auparavant. Nous continuons toutefois de prévoir des obstacles pour l'an prochain, période où les taux d'intérêt devraient selon nous commencer à grimper au Canada.

Les grands projets de construction sont-ils mis en péril ?

Les répercussions sur l'économie des élections provinciales du 9 mai ne sont pas encore tout à fait précises, mais il est de plus en plus probable que certains projets d'investissement d'envergure de la province seront mis à mal. La probabilité d'un gouvernement de coalition entre le NPD et le Parti vert remet en question l'approbation du gouvernement libéral sortant pour la construction du barrage hydroélectrique du site C de 8,3 milliards \$ et l'agrandissement du pipeline Trans Mountain de 7,4 milliards \$. Conformément à un accord signé à la fin de mai, un gouvernement de coalition formé par les néo-démocrates et les verts emploierait tous les moyens disponibles pour freiner l'agrandissement du pipeline et demanderait un examen approfondi du projet de barrage par les organismes de réglementation. Les risques économiques découlant du retard ou de la suspension de ces projets se feront plus sentir à moyen ou à long terme que dans l'immediat. Dans les deux cas, les travaux de construction devaient relativement modestes cette année.

La reprise est amorcée

L'économie de l'Alberta est en voie de rétablissement. En fait, les signes de reprise se multiplient dans de si nombreux pans de l'économie que nous avons relevé nos prévisions de croissance pour 2017 à 2,9 %, contre 2,1 % dans le rapport Perspectives provinciales de mars. Ce redressement passera avant tout par le secteur de l'énergie et dépendra donc d'une remontée des prix du pétrole. Cependant, d'autres facteurs joueront aussi un rôle déterminant, notamment l'amélioration de la confiance. À notre avis, malgré ces bonnes nouvelles, le redémarrage de l'économie n'apportera pas un répit instantané et généralisé. Nous croyons plutôt qu'il se produira de façon graduelle et irrégulière. La récession a eu des conséquences énormes sur l'économie de la province, plus importantes encore que ce que nous avons estimé auparavant ; nous avons d'ailleurs réévalué la contraction de l'an dernier à 3,6 % (3,3 % avant la révision). Il faudra plusieurs années pour sortir de l'ornière. Nous prévoyons que le redressement se poursuivra en 2018, le taux de croissance devant s'établir à 3,4 %.

La reprise s'enracine

Nous avons le plaisir de constater que les signes encourageants relevés dans le rapport Perspectives provinciales de mars ont gagné en importance. Depuis l'été dernier, plus de 40 000 emplois ont été créés dans la province. Le taux de chômage suit actuellement une tendance baissière après avoir atteint 9,0 % en novembre, ce qui correspond au sommet du cycle actuel. Le secteur de l'énergie a pris un tournant décisif et le niveau des activités de forage représente environ le double du creux historique enregistré l'an dernier. En ce qui concerne le commerce de détail, les ventes sont de nouveau en hausse après deux années de déclin. Le chiffre d'affaires des concessionnaires automobiles a particulièrement progressé. À Calgary et à Edmonton, le marché du logement reprend de la vigueur, alors que les ventes ont largement dépassé le niveau atteint l'an dernier. Enfin, le secteur manufacturier, qui a été malmené par la récession, a connu lui aussi une croissance des ventes supérieure à 10 % au cours des derniers mois. En résumé, de nombreux indicateurs montrent clairement que la reprise économique s'enracine en Alberta.

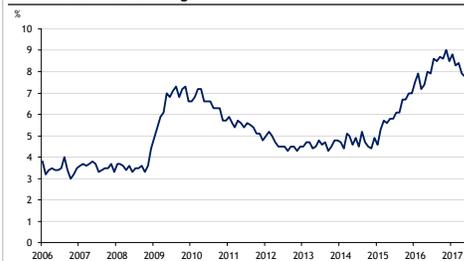
Le secteur de l'énergie reprend confiance...

Ces facteurs positifs sont liés à l'amélioration des perspectives relatives aux prix du pétrole. En général, les analystes estiment que grâce à la gestion de l'offre des pays membres de l'OPEP, les prix plancher sont suffisamment élevés à l'échelle mondiale pour restaurer la confiance à l'égard de la rentabilité de l'exploitation pétrolière de l'Alberta. Le fait que les coûts de production ont considérablement baissé dans la province au cours des dernières années y contribue également. La trésorerie des sociétés énergétiques s'est améliorée depuis le début de 2016 et les producteurs de pétrole mettent à profit une part grandissante de ces fonds en relevant les investissements prévus. À notre avis, le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz de l'Alberta augmentera ses dépenses en immobilisations en 2017 ; cette hausse sera modeste, mais ce sera la première depuis 2014.

...mais la Colombie-Britannique pourrait lui mettre des bâtons dans les roues

Malheureusement, l'avenir n'est pas dénué d'obstacles. L'issue de la dernière élection qui s'est tenue en Colombie-Britannique a accru les risques pour le secteur énergétique de l'Alberta. Les partis politiques qui s'efforcent de former un gouvernement de coalition ont fait part de leur opposition au projet de pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan. Ce projet est l'un des trois qui ont été approuvés depuis l'automne dernier, les autres étant la Ligne 3 d'Enbridge et le pipeline Keystone XL de TransCanada. En recevant le feu vert, ces trois programmes ont contribué à rétablir la confiance dans le secteur de l'énergie, car ils visent à régler de sérieux problèmes d'engorgement dans le transport. Ces problèmes constituent un frein pour la production de pétrole actuelle, mais surtout future, en Alberta.

Alberta : taux de chômage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Alberta : ventes au détail



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	5,7	5,0	-3,6	-3,6	2,9	3,4
PIB nominal	9,6	8,9	-12,5	-5,7	10,5	7,5
Emploi	2,5	2,2	1,2	-1,6	1,2	1,2
Taux de chômage (%)	4,6	4,7	6,0	8,1	7,9	6,9
Ventes au détail	7,1	7,9	-4,0	-1,2	5,0	3,8
Mises en chantier (unités)	36 011	40 590	37 282	24 533	26 400	27 000
Indice des prix à la consommation	1,4	2,6	1,2	1,1	2,1	2,0

Robert Hogue
Économiste principal

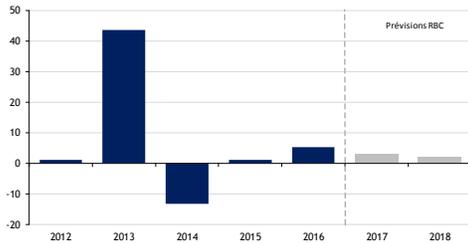
Saskatchewan : production de pétrole brut

Variation en %, d'une année à l'autre

*Prévisions
Source : Office national de l'énergie, Recherche économique RBC

Saskatchewan : production du secteur agricole

Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	6,3	2,4	-1,3	-1,0	1,8	2,3
PIB nominal	6,7	1,3	-5,7	-4,3	6,8	5,4
Emploi	3,1	1,0	0,5	-0,9	0,4	0,8
Taux de chômage (%)	4,1	3,8	5,0	6,3	6,2	5,8
Ventes au détail	5,4	5,0	-2,9	2,2	4,9	3,8
Mises en chantier (unités)	8 290	8 257	5 149	4 775	4 600	4 800
Indice des prix à la consommation	1,4	2,4	1,6	1,1	1,8	2,8

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

Les perspectives s'améliorent grâce à la hausse des prix du pétrole

Nous croyons qu'après deux ans de contraction, l'économie de la Saskatchewan renouera avec la croissance cette année. Nous projetons un accroissement de l'activité de 1,8 % en 2017 et de 2,3 % en 2018. Cette prévision est fondée principalement sur une remontée graduelle des prix du pétrole à la suite de leur effondrement.

Le repli de l'an dernier s'est révélé moins marqué que nous l'avions cru

Les estimations préliminaires de Statistique Canada relatives au PIB de 2016 montrent que l'activité économique a chuté de 1,0 % en Saskatchewan l'an dernier. Ce déclin est cependant moins important que celui prévu dans notre rapport Perspectives provinciales de mars. Le secteur minier a encore considérablement freiné l'économie provinciale. La production minière a diminué de 4,5 % l'an dernier, mais ce n'est environ que la moitié de ce que nous avons calculé en mars. Nos projections étaient fondées sur les estimations de l'Office national de l'énergie (ONE), qui tablait sur une baisse supérieure à 10 % de la production de pétrole. De son côté, Statistique Canada a évalué le déclin de l'extraction pétrolière et gazière à un taux considérablement inférieur de 3 %. Nos prévisions reposent sur l'hypothèse d'une reprise de la production de pétrole et de gaz, au rythme de 4,5 % cette année et de 3 % en 2018. À notre avis, la province est bien partie pour connaître un tel redressement, d'après les données préliminaires de l'ONE sur la production en 2017.

Les difficultés persisteront dans le secteur minier hors énergie en 2017

L'an dernier, l'affaiblissement du secteur minier n'a pas été uniquement attribuable à l'extraction pétrolière et gazière. Le secteur minier hors énergie a aussi enregistré un recul de 2,6 %. Là encore, cette diminution est moins importante que ce que nous avons anticipé. D'après les données du secteur, la production de potasse a perdu plus de 10 % durant l'année. Selon nous, la production minière hors énergie devrait encore baisser cette année, de 4 %, alors que les fermetures d'installations de production de potasse se poursuivent dans la province. La production de potasse devrait se stabiliser en 2018 grâce au raffermissement de la demande mondiale d'engrais. Nous estimons que l'activité de l'ensemble du secteur minier (énergie et hors énergie) de la province progressera de 2 % à la fois en 2017 et en 2018.

Les activités de construction devraient se redresser

La chute de 14 % des activités de construction a aussi contribué au déclin économique de la Saskatchewan l'an dernier. Étant donné la faiblesse du secteur minier, les dépenses en immobilisations consacrées à des projets d'envergure ont encore régressé. D'après nous, le retour du secteur minier à une croissance positive modérée durant la période visée par les prévisions freinera la baisse des dépenses en construction cette année ; celles-ci devraient repartir à la hausse en 2018. La dernière enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations de Statistique Canada confirme la forte décroissance des dépenses en immobilisations en 2016, qu'elle évalue à presque 17 %. En revanche, elle signale aussi une légère hausse de 3 % des intentions de dépenses pour 2017, de sorte que nos perspectives pour la construction pourraient être trop modestes pour l'année en cours.

L'agriculture devrait continuer de croître

Grâce à une importante augmentation des cultures l'an dernier, l'activité du secteur agricole a grimpé de 5,3 %. Cette progression a permis d'atténuer l'effet de la perte de vitesse d'autres secteurs sur l'économie provinciale. Nous prévoyons que l'expansion de l'agriculture se poursuivra, au rythme de 3 % en 2017 et de 2 % en 2018, dans la mesure où les conditions de croissance sont normales.

Les facteurs positifs sont suffisants pour alimenter l'expansion

Nous prévoyons que la croissance économique du Manitoba s'établira à 1,9 % cette année et à 2,2 % en 2018. La progression que nous entrevoyons cette année représente un léger ralentissement par rapport à la croissance de 2016, que nous estimons maintenant à 2,3 %, contre un taux de 1,7 % prévu en mars. La croissance plus forte que prévu de 2016 s'explique par la vigueur des secteurs de l'agriculture et de la construction. Les gains enregistrés dans ces secteurs ont largement compensé la chute supérieure aux prévisions de la production minière.

La production minière continuera à subir des pressions...

À notre avis, le fléchissement de la production minière observé en 2016 se poursuivra durant la période visée par les prévisions. Notre opinion se fonde en partie sur l'essoufflement du secteur minier constaté au moment de formuler nos prévisions. Bien que les prix du pétrole aient augmenté depuis un an, les dernières données de l'Office national de l'énergie montrent que la production de pétrole a encore baissé de plus de 10 % au Manitoba depuis le début de 2017. Ces données contrastent avec nos projections précédentes, selon lesquelles la production de pétrole devait se raffermir légèrement cette année. En 2017 et en 2018, la fermeture progressive d'une grande mine de métal de base aura une incidence négative sur la production minière hors énergie de la province. Nous en avons toutefois tenu compte dans nos prévisions du dernier trimestre. Nous tablons sur une baisse de la production minière globale de 6 % en 2017 et sur une stabilisation en 2018.

...tandis que les dépenses de construction devraient ralentir

L'an dernier, les dépenses de construction ont bondi de 8 %, en partie grâce aux dépenses en immobilisations que Manitoba Hydro consacre à des projets comme la centrale électrique de Keeyask et la ligne de transmission Bipolaire III. La dernière enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations de Statistique Canada confirme la vigueur observée l'an dernier, mais signale aussi un recul des intentions de dépenses pour 2017, malgré les travaux en cours menés par Manitoba Hydro. Autrement dit, les dépenses devraient également faiblir dans le secteur privé. Nos prévisions reflètent un ralentissement des dépenses de construction, conformément à l'enquête sur les dépenses en immobilisations. Il s'agit du principal facteur expliquant la décélération de la croissance du PIB global cette année par rapport à 2016.

Les secteurs manufacturier et agricole devraient profiter de conditions propices

Nous estimons que l'apport du secteur manufacturier à la croissance augmentera. Nous croyons en effet que les exportations de la province progresseront, soutenues par la demande grandissante des États-Unis et la valeur concurrentielle du dollar canadien. Ces éléments étaient déjà en place en 2016, comme le montre la hausse de 2,5 % de l'activité manufacturière, qui a suivi un recul de près de 2 % en 2015. D'après nous, la reprise des secteurs de l'énergie de la Saskatchewan et de l'Alberta stimulera aussi l'activité manufacturière du Manitoba cette année ; elle devrait croître de 4 % en 2017 et en 2018. Nos perspectives pour le secteur agricole sont tout aussi optimistes, dans la mesure où les conditions météorologiques demeurent normales et où le secteur continue de gagner en productivité.

Le marché du travail présente des perspectives encourageantes

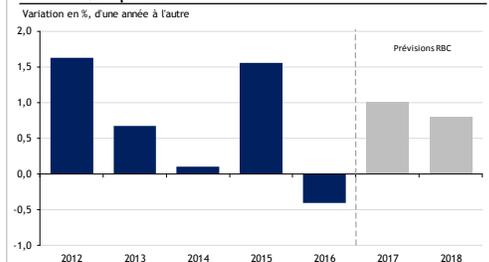
Depuis le début de 2017, les nouvelles du marché du travail se sont avérées prometteuses. Après un léger fléchissement en 2016, l'emploi a augmenté au premier trimestre. Grâce à cette progression, le taux de chômage est tombé à 5,8 % au premier trimestre, contre une moyenne de 6,1 % en 2016. Les conditions économiques positives que nous prévoyons pour la province sont de bon augure pour le marché du travail ; sa récente amélioration devrait donc durer. Nous prévoyons une hausse de 1,4 % de l'emploi et une baisse du taux de chômage à 5,6 % en 2017.

Manitoba : production manufacturière



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	2,8	1,5	2,2	2,3	1,9	2,2
PIB nominal	4,2	2,5	3,1	2,9	4,0	4,0
Emploi	0,7	0,1	1,6	-0,4	1,4	1,0
Taux de chômage (%)	5,4	5,4	5,6	6,1	5,6	5,6
Ventes au détail	3,9	4,4	1,6	4,2	3,7	4,0
Mises en chantier (unités)	7 465	6 220	5 501	5 319	7 600	6 300
Indice des prix à la consommation	2,3	1,8	1,2	1,3	2,0	2,3

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Ontario : taux de chômage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario : revente d'habitations



Source : Association canadienne de l'immobilier, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013						2014						2015						2016P						2017P						2018P																	
	2013		2014		2015		2016P		2017P		2018P		2013		2014		2015		2016P		2017P		2018P		2013		2014		2015		2016P		2017P		2018P													
PIB réel	1,5	2,7	2,5	2,7	2,7	2,0	1,5	2,7	2,5	2,7	2,7	2,0	2,2	4,7	4,9	4,5	4,8	3,8	1,8	0,8	0,7	1,1	1,4	0,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,1	5,8	2,8	5,8	5,5	7,1	6,4	4,6	61 085	59 134	70 156	74 952	86 700	76 500	1,1	2,3	1,2	1,8	2,1	2,2
PIB nominal	2,2	4,7	4,9	4,5	4,8	3,8	2,2	4,7	4,9	4,5	4,8	3,8	2,2	4,7	4,9	4,5	4,8	3,8	1,8	0,8	0,7	1,1	1,4	0,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,1	5,8	2,8	5,8	5,5	7,1	6,4	4,6	61 085	59 134	70 156	74 952	86 700	76 500	1,1	2,3	1,2	1,8	2,1	2,2
Emploi	1,8	0,8	0,7	1,1	1,4	0,9	1,8	0,8	0,7	1,1	1,4	0,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,1	5,8	2,8	5,8	5,5	7,1	6,4	4,6	61 085	59 134	70 156	74 952	86 700	76 500	1,1	2,3	1,2	1,8	2,1	2,2												
Taux de chômage (%)	7,6	7,3	6,8	6,5	6,1	5,8	7,6	7,3	6,8	6,5	6,1	5,8	2,8	5,8	5,5	7,1	6,4	4,6	61 085	59 134	70 156	74 952	86 700	76 500	1,1	2,3	1,2	1,8	2,1	2,2																		
Ventes au détail	2,8	5,8	5,5	7,1	6,4	4,6	2,8	5,8	5,5	7,1	6,4	4,6	61 085	59 134	70 156	74 952	86 700	76 500	1,1	2,3	1,2	1,8	2,1	2,2																								
Mises en chantier (unités)	61 085	59 134	70 156	74 952	86 700	76 500	61 085	59 134	70 156	74 952	86 700	76 500	1,1	2,3	1,2	1,8	2,1	2,2																														
Indice des prix à la consommation	1,1	2,3	1,2	1,8	2,1	2,2	1,1	2,3	1,2	1,8	2,1	2,2																																				

Robert Hogue
Économiste principal

Le logement donne le ton

Au cours des premiers mois de 2017, l'économie de l'Ontario a fait preuve d'un dynamisme impressionnant. Visiblement, les Ontariens n'ont pas hésité à acheter biens et services. Cependant, c'est leur engouement pour l'achat de propriétés qui a donné un coup de pouce additionnel à l'activité économique. Cet enthousiasme a même atteint un niveau de fébrilité inégalé cette année, alors que le marché a manqué de vendeurs dans le sud de l'Ontario. La flambée des prix qui en a découlé a soulevé de grandes préoccupations au sujet de la stabilité future du marché du logement. À notre avis, les mesures prises par le gouvernement provincial pour contrer les risques (le Plan de l'Ontario pour le logement équitable annoncé en avril) contribueront à calmer le marché durant le reste de l'année. Selon notre scénario de base, ce ralentissement devrait avoir un effet stabilisateur sur la croissance de l'économie provinciale en 2017. Nous anticipons un taux de croissance de 2,7 % cette année, inchangé par rapport à 2016. Nous prévoyons une décélération du rythme l'année prochaine, alors que la croissance s'établira à 2,0 %.

La consommation et les gouvernements alimentent la croissance

Selon la première estimation du PIB réel établie par Statistique Canada pour 2016, l'Ontario se classe au deuxième rang parmi les provinces pour le taux de croissance, et ce, pour la deuxième année consécutive. L'année 2017 s'annonce également prometteuse pour l'Ontario. Une fois de plus, les ménages contribuent à la croissance. Depuis le début de l'année, leurs dépenses continuent d'augmenter dans les magasins de détail et surtout chez les concessionnaires d'automobiles. Les énormes progrès réalisés sur le marché du travail au cours des 12 derniers mois, la plupart étant du côté des postes à temps plein du secteur privé, ont sans aucun doute ravivé la confiance des consommateurs. Le taux de chômage de la province est récemment passé sous la barre des 6 % pour la première fois depuis mai 2001, ce qui a aussi soutenu la confiance, tandis qu'une vague d'immigration a accru le nombre de consommateurs dans la province. Les gouvernements ayant rehaussé leurs programmes de dépenses en immobilisations de plus de 10 %, la construction d'infrastructures connaît un boom dans toute la province.

Le marché du logement est en pleine surchauffe...

L'activité sur le marché du logement a atteint des sommets récemment. Nous avons été étonnés par l'absence totale de prise en considération, par le marché, du resserrement en octobre dernier des critères d'admissibilité aux prêts hypothécaires et par la détérioration considérable de l'accessibilité dans une grande partie de la province. Bien que la frénésie du marché du logement ait été bénéfique pour l'économie provinciale, notamment grâce au niveau élevé de la construction résidentielle, la hausse galopante des prix sur les marchés du sud de l'Ontario risquait de faire dérailler les choses dans l'avenir.

...mais la dernière intervention du gouvernement modère le rythme

Nous croyons que les premiers signes de ralentissement observés sur le marché du logement depuis l'annonce du plan du gouvernement se maintiendront, du moins pour un certain temps. Le plan, qui prévoit notamment l'imposition d'une taxe aux acheteurs étrangers, un contrôle accru des loyers et des mesures visant à accélérer la hausse de l'offre, incitera certains spéculateurs à quitter le marché. À notre avis, le ralentissement se déroulera harmonieusement et les risques diminueront, alors que les attentes du marché passeront de l'exubérance à la raison. Toutefois, la décélération de l'activité dans le secteur du logement aura aussi des conséquences négatives, puisque la part de ce secteur dans l'économie ontarienne a considérablement augmenté au cours des dernières décennies. Nous prévoyons que l'effet modérateur sur la croissance économique se fera sentir en 2017, et plus encore en 2018, année pour laquelle nous entrevoyons une chute de presque 12 % des mises en chantier.

Les beaux jours sont de retour

Récemment, la situation économique du Québec a donné des signes d'amélioration. L'expansion a atteint son rythme le plus rapide en cinq ans. À bien des égards, les perspectives d'emploi n'ont pas été aussi bonnes depuis une génération. Le secteur du logement se redresse. Enfin, la situation budgétaire du gouvernement provincial s'est nettement améliorée. Nous n'entrevoions aucun obstacle susceptible de renverser la tendance en 2017. Les ménages et les gouvernements disposent encore d'une marge de manœuvre, tandis que les exportations de biens et de services du Québec peuvent continuer d'augmenter. Nous prévoyons que la croissance sera stable cette année, se maintenant à 1,9 % comme en 2016. Il est dommage que les investissements des entreprises demeurent absents de l'équation, car la croissance pourrait être encore plus forte au Québec. Nos perspectives sont un peu moins favorables pour 2018, mais nous restons quand même plutôt optimistes en tablant sur une croissance de 1,6 % de l'économie.

L'économie provinciale a décollé

Le regain d'activité dans le secteur tertiaire a plus stimulé l'économie du Québec que nous l'avions anticipé l'an dernier. La croissance a été particulièrement robuste au second semestre dans les secteurs comme le commerce de détail, la finance, l'immobilier, les soins de santé ainsi que l'hébergement et la restauration. Ce n'est pas un hasard si cette vigueur s'est manifestée au moment où la création d'emplois a grimpé et fait baisser le taux de chômage du Québec à un niveau inégalé depuis des décennies. L'amélioration des perspectives d'emploi a certainement redonné confiance aux consommateurs, ce qui a favorisé les dépenses des ménages et le secteur du logement.

L'année 2017 a bien commencé...

Plusieurs signes indiquent que l'élan s'est non seulement maintenu en 2017, mais que le rythme s'est probablement accéléré au premier trimestre. Certains pans de l'économie, comme le secteur manufacturier, le commerce de détail, la finance, l'hébergement et la restauration, ont enregistré de bons résultats au début de l'année. Le marché du travail du Québec a récemment fait une pause, mais les gains impressionnants de l'an dernier ont été conservés et le taux de chômage continue de frôler son creux historique. Les conditions demeurent donc favorables aux consommateurs. Sur le marché du logement, l'activité est plus soutenue que l'an dernier ; elle est à son niveau le plus élevé depuis 2010. L'essor de la construction résidentielle se poursuit, alors que les mises en chantier ont augmenté de plus de 16 % par rapport à l'an dernier.

...et l'économie ne manque pas de tonus

À notre avis, la croissance ne se poursuivra pas durant le reste de l'année à un rythme aussi soutenu que celui observé récemment. Nous sommes de cet avis surtout parce que l'activité liée à la consommation et la construction résidentielle devrait se modérer, car elle ne pourra pas dépasser de beaucoup les niveaux élevés où elle se situe. Néanmoins, nous estimons qu'il reste une capacité d'expansion suffisamment grande pour que l'économie du Québec enregistre un taux de croissance similaire à celui de l'an dernier. Cette capacité proviendra en partie des gouvernements. Grâce à l'élimination de son déficit, le gouvernement de la province a pu réduire progressivement une partie de ses mesures de contrôle des dépenses et alléger un peu le fardeau fiscal. En outre, tous les paliers de gouvernement ont lancé d'importants projets de dépenses en immobilisations, qui engendreront une forte activité de construction cette année. La demande externe stimulera aussi l'économie. La bonne tenue de l'économie américaine et la valeur concurrentielle du dollar canadien permettront d'accroître les exportations au sud de la frontière. L'accord de libre-échange entre le Canada et l'Europe qui prendra effet bientôt ouvrira de nouveaux horizons aux exportateurs dans le courant de l'année. Enfin, la vigueur de l'économie de l'Ontario combinée au redressement que nous entrevoions dans les provinces productrices de pétrole laisse entrevoir de bonnes perspectives pour les échanges entre provinces. Notre principale préoccupation concerne la montée du soutien au protectionnisme aux États-Unis. Elle constitue assurément un risque de baisse pour la croissance future des exportations.

Québec : taux de chômage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec : mises en chantier



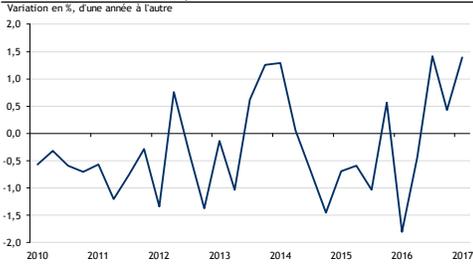
Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	1,4	1,3	1,2	1,9	1,9	1,6
PIB nominal	3,0	1,9	2,6	3,1	3,8	3,3
Emploi	1,4	0,0	0,9	0,9	1,7	0,8
Taux de chômage (%)	7,6	7,7	7,6	7,1	6,4	6,2
Ventes au détail	2,9	2,4	1,8	6,2	4,7	4,1
Mises en chantier (unités)	37 758	38 810	37 926	38 935	41 700	34 300
Indice des prix à la consommation	0,8	1,4	1,1	0,7	1,7	2,3

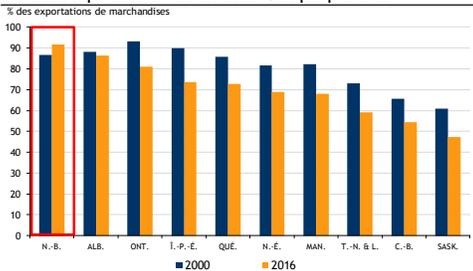
Robert Hogue
Économiste principal

Nouveau-Brunswick : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Part des exportations vers les États-Unis par province



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	-0,3	-0,1	2,3	1,4	1,1	0,8
PIB nominal	0,3	1,0	2,9	2,6	2,7	2,6
Emploi	0,4	-0,2	-0,6	-0,1	0,3	0,1
Taux de chômage (%)	10,3	10,0	9,8	9,6	8,8	8,7
Ventes au détail	0,6	3,6	2,1	1,8	2,9	2,6
Mises en chantier (unités)	2 843	2 276	1 995	1 838	2 000	2 000
Indice des prix à la consommation	0,8	1,5	0,5	2,2	2,6	2,4

Gerard Walsh
Économiste

La croissance économique demeurera lente, mais régulière

Une série de données prometteuses nous a incités à relever nos prévisions pour l'économie du Nouveau-Brunswick en 2017. Selon les données préliminaires, la croissance a été plus forte que prévu en 2016, alors que le secteur tertiaire a bénéficié d'une hausse marquée des salaires et que l'activité s'est intensifiée dans le secteur de la construction. Cette année, l'augmentation des investissements publics et le dynamisme du secteur des ressources naturelles devraient, d'après nous, se traduire par des gains d'emplois ainsi que par une nouvelle année de croissance supérieure à la moyenne dans la province. Nous tablons sur une croissance économique de 1,1 % au Nouveau-Brunswick en 2017, ce qui représente un léger ralentissement par rapport à celle de 2016, estimée à 1,3 %. Pour 2018, nos perspectives tiennent compte d'un retour à l'avant-scène de certaines difficultés qui minent la province depuis longtemps et qui feront glisser la croissance à 0,8 %. Parmi ces difficultés figure la faiblesse des facteurs démographiques sous-jacents.

Le marché du travail se raffermir

Tous les indicateurs montrent que le redressement du marché du travail du Nouveau-Brunswick, amorcé vers le milieu de l'année dernière, devrait se poursuivre en 2017. Après plusieurs années de morosité, la création d'emplois s'accroît cette année et le nombre de chômeurs diminue. Le taux de chômage est résolument orienté à la baisse et devrait s'établir à 9,0 % en 2017, soit le taux annuel le plus bas depuis 2007. Alors que la croissance économique régulière contribue au resserrement du marché du travail, nous nous attendons à ce que la hausse des salaires demeure soutenue. La rémunération totale des employés a progressé de près de 4 % en 2016. Ce gain, le plus important des provinces situées à l'est de l'Ontario, a donné un coup de pouce aux ventes au détail et au secteur tertiaire de la province. Les perspectives du marché du travail sont bonnes à court terme, mais incertaines à long terme. En 2016, le Nouveau-Brunswick a connu un renversement temporaire de l'émigration persistante, alors que l'afflux de réfugiés syriens a relevé le nombre total d'immigrés et que le rythme des départs a ralenti. Cependant, un nombre grandissant de données indiquent que ce phénomène était de courte durée, la population en âge de travailler ayant recommencé à décliner rapidement. Même si le marché du travail s'améliore, le recul de la population en âge de travailler a pour effet de réduire le taux de croissance économique potentielle ainsi que l'assiette fiscale et, par conséquent, d'exacerber les difficultés budgétaires.

Couper du bois et puiser de l'eau

Au cours des prochaines années, le secteur des ressources naturelles du Nouveau-Brunswick devra surmonter un certain nombre d'obstacles, mais nous croyons que son avenir s'annonce globalement radieux. L'industrie du bois d'œuvre a été généralement épargnée par les droits compensatoires imposés au Canada par les États-Unis. La province pourra donc tirer parti de la forte activité de construction résidentielle aux États-Unis et poursuivre l'expansion observée au cours des dernières années. Les secteurs de l'exploitation minière et de la pêche devraient aussi être parmi les principaux moteurs de croissance cette année. La production de zinc, de plomb et d'argent a bondi depuis le début de l'année à la mine Caribou, près de Bathurst, et cette accélération renforcera la production minière globale. Dans les secteurs minier et forestier, les perspectives encourageantes devraient contribuer à compenser les énormes pertes d'emplois de 13 % qui y ont été enregistrées en 2017. En ce qui concerne la pêche, les prix élevés du poisson devraient soutenir l'emploi et les salaires. Toutefois, tous les secteurs axés sur l'exportation sont confrontés à une certaine incertitude, étant donné que la province dépend étroitement du marché américain, où le protectionnisme gagne du terrain. Le Nouveau-Brunswick arrive au premier rang des provinces pour la part des exportations destinée aux États-Unis, qui est de plus de 92 %, et c'est aussi la seule province où cette part a augmenté depuis 2000.

La croissance ralentit sans cesse

Selon les données préliminaires, la croissance économique de la Nouvelle-Écosse est restée modeste pour la troisième année d'affilée et nous croyons que la tendance se maintiendra cette année. Les hausses de dépenses ciblées prévues par le gouvernement qui vient d'être réélu, conjuguées à une vague de données positives sur l'emploi, présentent une nouvelle année de stabilité pour l'économie de la province en 2017. Par contre, au-delà de cet horizon, les facteurs démographiques défavorables et l'achèvement de certains grands projets provoqueront une décélération de la croissance. Après avoir progressé de 0,9 % en 2016, l'économie de la Nouvelle-Écosse devrait avancer de 0,8 % en 2017 et de 0,6 % en 2018.

De nouvelles dépenses ciblées et l'équilibre budgétaire sont au programme

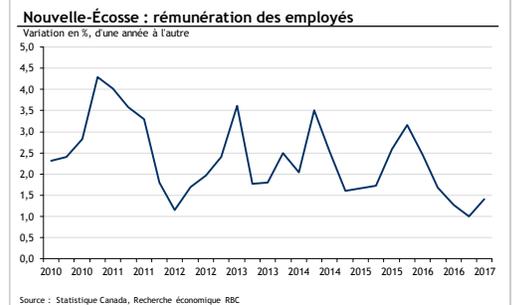
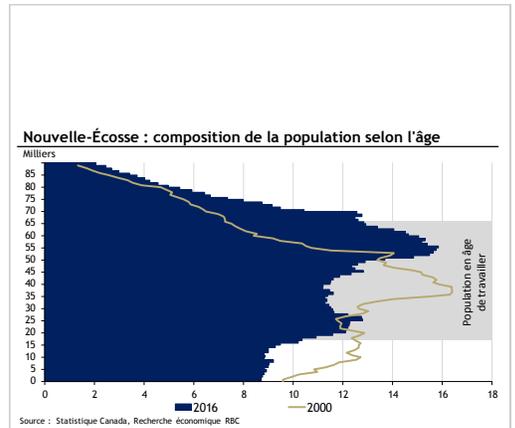
En mai, le parti libéral de la province a de nouveau obtenu la majorité grâce à un programme axé sur des initiatives économiques modestes et l'équilibre budgétaire. Le gouvernement s'est engagé à mettre en place un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission, à baisser les impôts, à maintenir l'équilibre budgétaire et à réaliser de nouveaux investissements pour stimuler la croissance. Les mesures concrètes seront dévoilées dans la mise à jour du budget. Cependant, la hausse des dépenses publiques et l'embauche de personnel dans les secteurs de l'éducation et de la santé seront favorables à l'économie. La santé a été l'un des enjeux clés de la campagne électorale, d'autant plus que la population vieillit rapidement. Chaque jour, une trentaine d'habitants de la province fêtent leur 65e anniversaire et ce nombre ne fera qu'augmenter, puisque la majeure partie des baby-boomers prendront leur retraite au cours des dix prochaines années. Ce vieillissement a toutefois pour avantage la création de postes dans le secteur des soins de santé, où l'emploi total est demeuré stable au cours de la dernière année.

Les facteurs démographiques ne seront pas d'un grand secours

L'an dernier, l'afflux d'immigrants a freiné le déclin de la population en âge de travailler dans la province. Cependant, le nombre de nouveaux immigrants a récemment chuté et ce déclin a repris de la vitesse. Nous prévoyons que la tendance à la suppression d'emplois observée l'an dernier s'inversera en 2017, mais que le gain sera modeste. Comme le bassin de main-d'œuvre potentielle diminue, nous croyons que l'emploi progressera encore plus lentement en 2018. La situation de l'emploi exercera des pressions baissières sur la croissance des ventes au détail, en particulier sur celles des ventes de véhicules automobiles, qui s'est avérée plutôt robuste l'an dernier. La création d'emplois étant peu dynamique et concentrée dans les postes à temps partiel, la rémunération des employés n'augmentera guère. La stagnation des salaires dans le secteur public explique en partie pourquoi la rémunération globale ne s'est accrue que de 1,8 % en 2016, ce taux étant le plus faible de l'histoire de la province.

Le potentiel de contribution de la construction et du secteur manufacturier est limité

La capacité qu'ont plusieurs secteurs de la province d'augmenter leur apport et d'inverser le ralentissement de la croissance nous paraît limitée. Ainsi, le secteur manufacturier devrait connaître une activité soutenue qui pourra difficilement augmenter davantage. La construction navale tourne notamment presque à plein régime, alors que deux navires sont en voie d'être bâtis en vertu d'un contrat avec la marine canadienne. L'important secteur de la construction de la Nouvelle-Écosse s'attend à un repli de l'activité, étant donné que les travaux tirent à leur fin dans d'importants projets, comme ceux du lien maritime et du Nova Centre. Bien que les investissements résidentiels aient terminé l'année à un niveau élevé, nous estimons que la construction de logements et de maisons enregistrera au mieux une faible hausse, puisque nous anticipons un ralentissement de la croissance démographique.



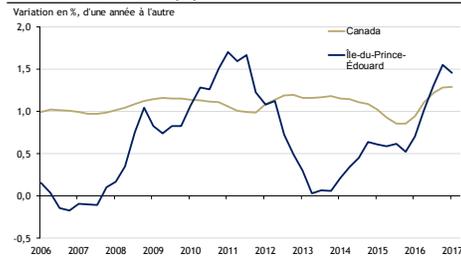
Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	-0,1	0,8	1,0	0,9	0,8	0,7
PIB nominal	2,1	1,7	2,4	2,1	2,7	2,8
Emploi	-1,1	-1,1	0,1	-0,4	0,6	0,1
Taux de chômage (%)	9,1	8,9	8,6	8,3	8,2	8,2
Ventes au détail	3,2	2,7	0,2	4,6	3,1	2,5
Mises en chantier (unités)	3 919	3 056	3 825	3 767	3 900	3 100
Indice des prix à la consommation	1,2	1,7	0,4	1,2	1,6	2,4

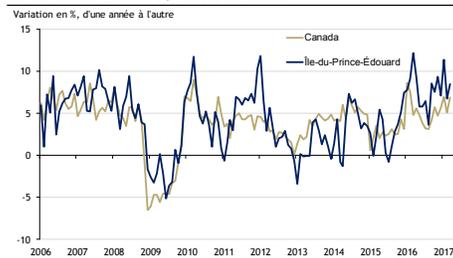
Gerard Walsh
Économiste

Île-du-Prince-Édouard : population



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard : ventes au détail



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	2,0	1,5	1,3	2,4	1,5	1,2
PIB nominal	3,2	3,5	3,9	3,7	3,1	3,2
Emploi	1,4	-0,1	-1,2	-2,2	2,8	0,5
Taux de chômage (%)	11,5	10,6	10,5	10,8	10,3	10,3
Ventes au détail	1,0	3,6	2,8	7,7	5,5	2,4
Mises en chantier (unités)	636	511	558	556	830	800
Indice des prix à la consommation	2,0	1,6	-0,6	1,2	2,0	2,4

Robert Hogue
Économiste principal

La province bénéficie de la vague d'immigration

La performance économique de l'Île-du-Prince-Édouard se démarque facilement dans la région de l'Atlantique. Elle s'est établie à 2,4 % l'an dernier, dépassant aisément notre prévision de croissance de 1,1 %. L'économie provinciale devrait encore progresser de 1,5 % en 2017, soit le rythme le plus rapide de la région pour une deuxième année consécutive. L'arrivée d'une vague de migrants explique en grande partie le récent dynamisme de l'économie. Un nombre quasi record de 2 300 nouveaux immigrants sont arrivés à l'Île-du-Prince-Édouard l'an dernier. Plusieurs secteurs, notamment la construction résidentielle et les dépenses des ménages, ont tiré profit de cette vague, qui a engendré des retombées positives généralisées. Ces avantages devraient quelque peu diminuer d'ici la fin de l'année, car nous anticipons un plafonnement de la vague d'immigration. La possibilité d'une baisse des investissements des entreprises dans la province laisse également entrevoir un ralentissement de l'élan économique cette année. Nos perspectives pour 2018 maintiennent l'Île-du-Prince-Édouard en tête dans la région en ce qui concerne la croissance, même si nous attendons à une autre décélération à 1,2 %.

La poussée démographique stimule la demande de logements et des biens de consommation

L'établissement des nombreux nouveaux arrivants a revigoré la tendance démographique de la province, dont la population était stagnante jusqu'à tout récemment en 2013. La reprise a été spectaculaire : le rythme de croissance démographique a récemment été l'un des meilleurs depuis le début des années 1970. Elle s'est révélée avantageuse pour les constructeurs résidentiels, dont les mises en chantier ont plus que doublé depuis le début de l'année par rapport à il y a un an. Les détaillants ne se plaignent pas non plus. Les ventes du secteur ont grimpé de presque 9 % cette année, les segments des meubles, des appareils et des matériaux de construction inscrivant de solides gains. Les affaires ont aussi été bonnes pour les concessionnaires d'automobiles, qui ont affiché une série de ventes records au cours des quatre dernières années.

La construction non résidentielle a connu un bon départ, qui ne durera probablement pas

Les constructeurs ont été assez occupés dans le secteur non résidentiel durant les premiers mois de 2017. Les dépenses consacrées au secteur commercial se sont notamment situées bien au-delà des niveaux d'il y a un an. Malgré cela, les perspectives de l'ensemble des investissements des entreprises dans la province ne sont pas très reluisantes. Les résultats du sondage de Statistique Canada sur les dépenses en immobilisations qui ont été publiés en début d'année ont révélé que les entreprises avaient prévu réduire leurs investissements de 20 % en 2017. La fin des dépenses de construction de plusieurs millions de dollars liées à deux câbles d'alimentation reliant le réseau électrique de l'Île-du-Prince-Édouard au Nouveau-Brunswick explique en grande partie ce repli.

Le gouvernement provincial prévoit un budget équilibré

Pour la première fois en dix ans, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard parvient à l'équilibre budgétaire dans son budget présenté en avril 2017. La stabilité de la croissance économique et les hausses d'impôt qui avaient été annoncées dans le budget précédent devraient favoriser une croissance ferme des recettes. Une bonne partie de cette hausse des recettes est affectée à de nouvelles dépenses dans les soins de santé, l'éducation et les services aux familles, le transport et l'infrastructure.

Retour du déclin de l'activité économique

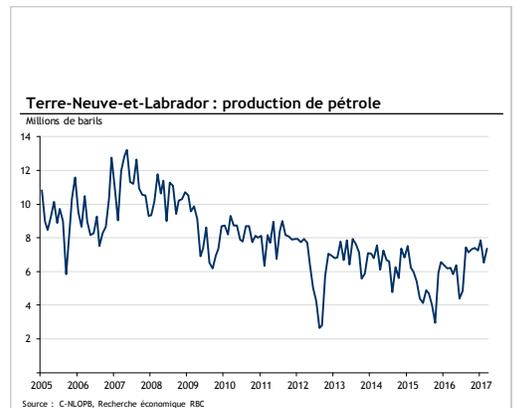
Les données préliminaires pour 2016 font état à Terre-Neuve-et-Labrador d'une croissance économique de 1,9 % attribuable à la hausse de la production de pétrole. Toutefois, le taux global masque une forte contraction dans la plupart des secteurs, qui présage deux années supplémentaires de récession. Alors que d'importants projets s'achèvent et que les investissements sont en chute libre dans cette économie minée par l'austérité budgétaire, nous entrevoyons une contraction de 2,2 % en 2017. Les difficultés qui affligent la plupart des secteurs seront encore très présentes en 2018, mais l'augmentation prévue de la production de pétrole, liée à la mise en service de la plateforme Hebron, limitera la contraction globale de l'économie à 0,4 %.

Bonnes nouvelles pour le secteur pétrolier et gazier

La hausse de la production de pétrole a permis à la province d'échapper à une contraction de l'économie en 2016, mais à notre avis, l'exploit ne se renouvellera pas cette année. La production globale de pétrole reculera probablement en 2017, bien que le démarrage de la plateforme Hebron soit prévu dans le courant de l'année. La construction de cette plateforme de forage en mer est terminée et l'installation sera remorquée jusqu'à sa destination durant l'été, période de commencement du forage dans le bassin Jeanne-d'Arc. Lorsqu'elle tournera à plein régime, l'installation redonnera de la vigueur au secteur pétrolier de la province, puisqu'elle fera augmenter la production globale de plus de 50 %. Par ailleurs, le projet d'expansion vers l'ouest de White Rose, qui vient d'être annoncé, est de bon augure pour la croissance potentielle à long terme du secteur. Ce projet évalué à 2,2 milliards de dollars devrait générer une production égale à environ la moitié de celle de Hebron et prévoit la construction d'une grande plateforme à Argentinia. L'extraction devrait commencer en 2022 ; d'ici là, la construction créera des centaines d'emplois dans toute la province. En attendant que les travaux commencent pour de bon et comme la plateforme Hebron est achevée, les investissements chuteront fortement dans le secteur pétrolier et gazier.

Les défis budgétaires demeurent

Dans le budget 2017, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a évité de nouvelles compressions et hausses d'impôt, préférant que la province réduise graduellement son déficit. Celui-ci devrait atteindre près de 800 millions de dollars en 2017. Ce montant est inférieur au 1,1 milliard de dollars de l'exercice 2016-2017 et représente une amélioration considérable par rapport aux 2,2 milliards de dollars de l'exercice 2015-2016. Toutefois, ce déficit est le deuxième en pourcentage de l'économie canadienne et il s'ajoute à une dette qui augmente rapidement. Malgré les progrès réalisés pour combler le déficit, le gouvernement estime que de nouvelles baisses des dépenses ou de nouveaux revenus seront nécessaires en vue de parvenir à l'équilibre budgétaire comme prévu en 2022-2023. Depuis le début des années 2000, Terre-Neuve-et-Labrador a utilisé les revenus du pétrole pour augmenter la taille du gouvernement. La province tente à présent de faire marche arrière. Le nombre de fonctionnaires par habitant, qui donne une idée de la taille du gouvernement, a nettement diminué depuis le début de 2016. Malheureusement, les efforts visant à résorber le déficit et à diminuer la taille du gouvernement n'aident pas vraiment la province à surmonter les défis économiques à court terme. Au premier trimestre de 2017, l'emploi a régressé de 2,6 % par rapport à la même période l'an dernier, de sorte que la province s'achemine vers des pertes d'emplois pour la quatrième année consécutive.



Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	5,2	-1,0	-2,0	1,9	-2,2	-0,4
PIB nominal	7,6	-1,3	-11,5	2,1	2,4	3,4
Emploi	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-3,1	-3,1
Taux de chômage (%)	11,6	11,9	12,8	13,4	14,7	16,2
Ventes au détail	5,1	3,6	0,6	0,2	1,2	-1,5
Mises en chantier (unités)	2 862	2 119	1 697	1 398	1 200	1 300
Indice des prix à la consommation	1,7	1,9	0,4	2,7	3,1	2,2

Gerard Walsh
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P	15	16P	17P	18P
T.-N. & L.	-2,0	1,9	-2,2	-0,4	-11,5	2,1	2,4	3,4	-1,0	-1,5	-3,1	-3,1	12,8	13,4	14,7	16,2	1,7	1,4	1,2	1,3	0,6	0,2	1,2	-1,5	0,4	2,7	3,1	2,2
Î.-P.-É.	1,3	2,4	1,5	1,2	3,9	3,7	3,1	3,2	-1,2	-2,2	2,8	0,5	10,5	10,8	10,3	10,3	0,6	0,6	0,8	0,8	2,8	7,7	5,5	2,4	-0,6	1,2	2,0	2,4
N.-É.	1,0	0,9	0,8	0,7	2,4	2,1	2,7	2,8	0,1	-0,4	0,6	0,1	8,6	8,3	8,2	8,2	3,8	3,8	3,9	3,1	0,2	4,6	3,1	2,5	0,4	1,2	1,6	2,4
N.-B.	2,3	1,4	1,1	0,8	2,9	2,6	2,7	2,6	-0,6	-0,1	0,3	0,1	9,8	9,6	8,8	8,7	2,0	1,8	2,0	2,0	2,1	1,8	2,9	2,6	0,5	2,2	2,6	2,4
QUÉ.	1,2	1,9	1,9	1,6	2,6	3,1	3,8	3,3	0,9	0,9	1,7	0,8	7,6	7,1	6,4	6,2	37,9	38,9	41,7	34,3	1,8	6,2	4,7	4,1	1,1	0,7	1,7	2,3
ONT.	2,5	2,7	2,7	2,0	4,9	4,5	4,8	3,8	0,7	1,1	1,4	0,9	6,8	6,5	6,1	5,8	70,2	75,0	86,7	76,5	5,5	7,1	6,4	4,6	1,2	1,8	2,1	2,2
MAN.	2,2	2,3	1,9	2,2	3,1	2,9	4,0	4,0	1,6	-0,4	1,4	1,0	5,6	6,1	5,6	5,6	5,5	5,3	7,6	6,3	1,6	4,2	3,7	4,0	1,2	1,3	2,0	2,3
SASK.	-1,3	-1,0	1,8	2,3	-5,7	-4,3	6,8	5,4	0,5	-0,9	0,4	0,8	5,0	6,3	6,2	5,8	5,1	4,8	4,6	4,8	-2,9	2,2	4,9	3,8	1,6	1,1	1,8	2,8
ALB.	-3,6	-3,6	2,9	3,4	-12,5	-5,7	10,5	7,5	1,2	-1,6	1,2	1,2	6,0	8,1	7,9	6,9	37,3	24,5	26,4	27,0	-4,0	-1,2	5,0	3,8	1,2	1,1	2,1	2,0
C.-B.	3,3	3,6	3,0	1,8	3,8	5,1	5,5	3,7	1,2	3,2	3,2	0,8	6,2	6,0	5,7	5,9	31,4	41,8	33,0	28,0	6,9	7,4	5,8	4,6	1,1	1,9	2,0	2,0
CANADA	0,9	1,5	2,6	2,1	0,2	2,1	5,8	4,4	0,8	0,7	1,5	0,8	6,9	7,0	6,6	6,3	196	198	208	184	2,6	5,1	5,3	4,1	1,1	1,4	2,0	2,2

Tableau comparatif

2015, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers, 2016)	530	149	950	757	8 326	13 983	1 318	1 151	4 253	4 752
Produit intérieur brut (milliards \$)	30,1	6,2	40,2	33,1	381,0	763,3	65,9	79,4	326,4	250,0
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,3	5,2	36,2	28,9	337,9	665,0	59,4	62,9	310,6	231,3
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,5	0,3	2,0	1,7	19,2	38,4	3,3	4,0	16,4	12,6
Croissance PIB réel (TAC, 2010-15, %)	0,1	1,6	0,3	0,2	1,4	2,1	2,4	2,8	3,4	2,9
PIB réel par habitant (\$ 2007)	51 595	35 411	38 339	38 368	40 912	48 201	45 830	55 528	74 322	49 286
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2010-15, %)	-0,2	0,9	0,2	0,2	0,5	1,1	1,2	1,3	1,1	1,9
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	32 668	27 280	28 002	28 222	26 857	30 980	28 400	33 142	40 704	33 011
Croissance de l'emploi (TAC, 2011-16, %)	0,1	-0,1	-0,3	-0,2	0,8	1,0	0,7	1,2	1,5	1,3
Taux d'emploi (avril 2017, %)	50,6	60,6	56,9	56,4	60,7	60,8	63,5	65,1	66,9	62,1
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avril 2017)	17,6	11,9	9,1	11,4	7,4	7,7	7,0	7,6	9,6	7,6
Production manufacturière (% du PIB)	4,4	10,4	8,1	11,0	13,7	11,9	10,1	6,8	6,7	7,2
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	53,9	68,0	72,0	66,6	59,1	56,7	57,5	45,4	45,3	64,4
Exportations (% du PIB)	34,1	20,9	18,4	48,4	28,4	35,8	25,7	39,3	32,3	22,1

Tableaux

Colombie-Britannique

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	194 987	200 324	206 360	211 427	216 716	223 852	231 299	239 510	246 791	251 233
	évolution (%)	-2,4	2,7	3,0	2,5	2,5	3,3	3,3	3,6	3,0	1,8
PIB nominal	millions de \$	196 250	205 117	216 786	221 414	228 973	240 900	249 981	262 794	277 282	287 636
	évolution (%)	-4,0	4,5	5,7	2,1	3,4	5,2	3,8	5,1	5,5	3,7
Nombre d'emplois	en milliers	2 192	2 223	2 228	2 262	2 266	2 278	2 306	2 380	2 455	2 474
	évolution (%)	-2,2	1,4	0,2	1,6	0,1	0,6	1,2	3,2	3,2	0,8
Taux de chômage	(%)	7,7	7,6	7,5	6,8	6,6	6,1	6,2	6,0	5,7	5,9
Ventes au détail	en millions de dollars	55 288	58 251	60 090	61 343	63 053	67 001	71 614	76 885	81 325	85 071
	évolution (%)	-4,3	5,4	3,2	2,1	2,8	6,3	6,9	7,4	5,8	4,6
Mises en chantier	unités	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	28 356	31 446	41 843	33 000	28 000
	évolution (%)	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	4,8	10,9	33,1	-21,1	-15,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,9	120,2	122,4	124,9	127,4
	évolution (%)	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,0	2,0

Alberta

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	250 510	262 720	279 655	290 544	306 998	322 237	310 640	299 333	308 133	318 610
	évolution (%)	-5,5	4,9	6,4	3,9	5,7	5,0	-3,6	-3,6	2,9	3,4
PIB nominal	millions de \$	245 690	270 049	299 521	312 485	342 415	372 880	326 433	307 678	339 844	365 455
	évolution (%)	-17,0	9,9	10,9	4,3	9,6	8,9	-12,5	-5,7	10,5	7,5
Nombre d'emplois	en milliers	2 030	2 024	2 100	2 172	2 226	2 275	2 301	2 264	2 290	2 318
	évolution (%)	-1,2	-0,3	3,7	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,6	1,2	1,2
Taux de chômage	(%)	6,5	6,6	5,4	4,6	4,6	4,7	6,0	8,1	7,9	6,9
Ventes au détail	en millions de dollars	56 489	59 849	63 945	68 475	73 363	79 147	76 019	75 110	78 890	81 879
	évolution (%)	-8,3	5,9	6,8	7,1	7,1	7,9	-4,0	-1,2	5,0	3,8
Mises en chantier	unités	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	40 590	37 282	24 533	26 400	27 000
	évolution (%)	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	12,7	-8,1	-34,2	7,6	2,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	133,7	135,2	138,0	140,8
	évolution (%)	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,6	1,2	1,1	2,1	2,0

Saskatchewan

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	52 195	54 647	57 545	58 514	62 191	63 680	62 872	62 243	63 333	64 789
	évolution (%)	-5,3	4,7	5,3	1,7	6,3	2,4	-1,3	-1,0	1,8	2,3
PIB nominal	millions de \$	60 080	63 368	74 821	77 957	83 159	84 201	79 415	76 019	81 217	85 577
	évolution (%)	-11,1	5,5	18,1	4,2	6,7	1,3	-5,7	-4,3	6,8	5,4
Nombre d'emplois	en milliers	526	531	536	548	565	571	574	568	571	576
	évolution (%)	1,6	1,0	0,9	2,4	3,1	1,0	0,5	-0,9	0,4	0,8
Taux de chômage	(%)	4,9	5,3	4,9	4,7	4,1	3,8	5,0	6,3	6,2	5,8
Ventes au détail	en millions de dollars	14 605	15 103	16 199	17 422	18 362	19 274	18 719	19 135	20 079	20 838
	évolution (%)	-0,5	3,4	7,3	7,5	5,4	5,0	-2,9	2,2	4,9	3,8
Mises en chantier	unités	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 257	5 149	4 775	4 600	4 800
	évolution (%)	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-0,4	-37,6	-7,3	-3,7	4,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	130,8	132,2	134,5	138,2
	évolution (%)	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	1,6	1,1	1,8	2,8

Tableaux

Manitoba

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 464	52 736	54 045	55 674	57 248	58 117	59 395	60 731	61 885	63 247
	évolution (%)	-0,2	2,5	2,5	3,0	2,8	1,5	2,2	2,3	1,9	2,2
PIB nominal	millions de \$	50 804	53 308	56 197	59 781	62 314	63 855	65 862	67 755	70 492	73 340
	évolution (%)	-2,6	4,9	5,4	6,4	4,2	2,5	3,1	2,9	4,0	4,0
Nombre d'emplois	en milliers	601	609	612	622	626	626	636	634	642	649
	évolution (%)	-0,2	1,4	0,4	1,6	0,7	0,1	1,6	-0,4	1,4	1,0
Taux de chômage	(%)	5,2	5,4	5,5	5,3	5,4	5,4	5,6	6,1	5,6	5,6
Ventes au détail	en millions de dollars	14 920	15 770	16 443	16 657	17 314	18 071	18 368	19 147	19 861	20 655
	évolution (%)	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	4,4	1,6	4,2	3,7	4,0
Mises en chantier	unités	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 220	5 501	5 319	7 600	6 300
	évolution (%)	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-16,7	-11,6	-3,3	42,9	-17,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	126,8	128,4	131,0	134,0
	évolution (%)	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,8	1,2	1,3	2,0	2,3

Ontario

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	582 904	600 131	614 606	622 717	631 871	648 890	665 034	682 657	701 362	715 670
	évolution (%)	-3,1	3,0	2,4	1,3	1,5	2,7	2,5	2,7	2,7	2,0
PIB nominal	millions de \$	597 882	630 989	659 743	680 084	695 349	727 962	763 276	797 797	836 050	867 608
	évolution (%)	-1,7	5,5	4,6	3,1	2,2	4,7	4,9	4,5	4,8	3,8
Nombre d'emplois	en milliers	6 433	6 538	6 658	6 703	6 823	6 878	6 923	7 000	7 095	7 158
	évolution (%)	-2,7	1,6	1,8	0,7	1,8	0,8	0,7	1,1	1,4	0,9
Taux de chômage	(%)	9,1	8,7	7,9	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,1	5,8
Ventes au détail	en millions de dollars	148 109	156 276	161 859	164 805	169 341	179 100	188 893	202 235	215 080	224 925
	évolution (%)	-2,4	5,5	3,6	1,8	2,8	5,8	5,5	7,1	6,4	4,6
Mises en chantier	unités	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	59 134	70 156	74 952	86 700	76 500
	évolution (%)	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,2	18,6	6,8	15,7	-11,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,9	127,4	129,7	132,4	135,3
	évolution (%)	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,3	1,2	1,8	2,1	2,2

Québec

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	309 359	315 708	321 647	324 993	329 433	333 830	337 911	344 331	351 011	356 628
	évolution (%)	-0,8	2,1	1,9	1,0	1,4	1,3	1,2	1,9	1,9	1,6
PIB nominal	millions de \$	314 541	328 138	344 735	354 040	364 531	371 311	380 972	392 718	407 543	421 103
	évolution (%)	0,1	4,3	5,1	2,7	3,0	1,9	2,6	3,1	3,8	3,3
Nombre d'emplois	en milliers	3 854	3 938	3 976	4 006	4 061	4 060	4 097	4 133	4 204	4 236
	évolution (%)	-0,7	2,2	1,0	0,8	1,4	0,0	0,9	0,9	1,7	0,8
Taux de chômage	(%)	8,6	8,0	7,9	7,7	7,6	7,7	7,6	7,1	6,4	6,2
Ventes au détail	en millions de dollars	93 759	99 590	102 556	103 949	107 002	109 622	111 556	118 487	123 999	129 140
	évolution (%)	-1,1	6,2	3,0	1,4	2,9	2,4	1,8	6,2	4,7	4,1
Mises en chantier	unités	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	38 810	37 926	38 935	41 700	34 300
	évolution (%)	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	2,8	-2,3	2,7	7,1	-17,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	124,7	125,6	127,7	130,6
	évolution (%)	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,1	0,7	1,7	2,3

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 080	28 643	28 702	28 417	28 332	28 304	28 941	29 346	29 669	29 906
	évolution (%)	-1,5	2,0	0,2	-1,0	-0,3	-0,1	2,3	1,4	1,1	0,8
PIB nominal	millions de \$	28 857	30 213	31 500	31 723	31 809	32 112	33 052	33 915	34 837	35 748
	évolution (%)	0,3	4,7	4,3	0,7	0,3	1,0	2,9	2,6	2,7	2,6
Nombre d'emplois	en milliers	360	358	356	353	355	354	352	352	353	353
	évolution (%)	-0,2	-0,5	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,1	0,3	0,1
Taux de chômage	(%)	8,7	9,2	9,5	10,2	10,3	10,0	9,8	9,6	8,8	8,7
Ventes au détail	en millions de dollars	10 094	10 595	11 103	11 022	11 090	11 488	11 728	11 944	12 290	12 612
	évolution (%)	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,6	3,6	2,1	1,8	2,9	2,6
Mises en chantier	unités	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 276	1 995	1 838	2 000	2 000
	évolution (%)	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-19,9	-12,3	-7,9	8,8	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	124,8	125,4	128,2	131,5	134,7
	évolution (%)	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,5	0,5	2,2	2,6	2,4

Nouvelle-Écosse

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	34 721	35 693	35 884	35 567	35 524	35 812	36 168	36 494	36 785	37 043
	évolution (%)	0,3	2,8	0,5	-0,9	-0,1	0,8	1,0	0,9	0,8	0,7
PIB nominal	millions de \$	34 931	36 849	37 652	37 835	38 614	39 271	40 225	41 068	42 183	43 370
	évolution (%)	-1,4	5,5	2,2	0,5	2,1	1,7	2,4	2,1	2,7	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	450	451	453	458	453	448	448	446	449	449
	évolution (%)	-0,5	0,4	0,4	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,4	0,6	0,1
Taux de chômage	(%)	9,2	9,6	9,0	9,1	9,1	8,9	8,6	8,3	8,2	8,2
Ventes au détail	en millions de dollars	12 105	12 651	13 098	13 239	13 663	14 038	14 063	14 703	15 162	15 541
	évolution (%)	0,1	4,5	3,5	1,1	3,2	2,7	0,2	4,6	3,1	2,5
Mises en chantier	unités	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 056	3 825	3 767	3 900	3 100
	évolution (%)	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-22,0	25,2	-1,5	3,5	-20,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,8	129,3	130,9	133,0	136,2
	évolution (%)	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,7	0,4	1,2	1,6	2,4

Île-du-Prince-Édouard

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 695	4 800	4 895	4 952	5 050	5 128	5 196	5 321	5 401	5 465
	évolution (%)	0,3	2,2	2,0	1,2	2,0	1,5	1,3	2,4	1,5	1,2
PIB nominal	millions de \$	4 927	5 222	5 424	5 573	5 752	5 955	6 186	6 413	6 613	6 827
	évolution (%)	3,6	6,0	3,9	2,7	3,2	3,5	3,9	3,7	3,1	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	68	70	72	73	74	74	73	72	74	74
	évolution (%)	-1,3	2,3	3,1	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-2,2	2,8	0,5
Taux de chômage	(%)	11,9	11,4	11,1	11,1	11,5	10,6	10,5	10,8	10,3	10,3
Ventes au détail	en millions de dollars	1 682	1 770	1 866	1 926	1 946	2 016	2 073	2 233	2 356	2 412
	évolution (%)	-1,3	5,3	5,4	3,2	1,0	3,6	2,8	7,7	5,5	2,4
Mises en chantier	unités	877	756	940	941	636	511	558	556	830	800
	évolution (%)	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-19,7	9,2	-0,4	49,3	-3,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,1	129,3	130,8	133,4	136,7
	évolution (%)	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,2	2,0	2,4

Terre-Neuve-et-Labrador

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016P	2017P	2018P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	25 740	27 164	27 946	26 719	28 106	27 838	27 277	27 782	27 170	27 062
	évolution (%)	-10,1	5,5	2,9	-4,4	5,2	-1,0	-2,0	1,9	-2,2	-0,4
PIB nominal	millions de \$	25 001	29 085	33 539	32 032	34 462	34 022	30 100	30 735	31 472	32 537
	évolution (%)	-20,8	16,3	15,3	-4,5	7,6	-1,3	-11,5	2,1	2,4	3,4
Nombre d'emplois	en milliers	215	223	232	241	243	239	236	233	226	219
	évolution (%)	-2,7	3,6	4,1	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-3,1	-3,1
Taux de chômage	(%)	15,5	14,7	12,6	12,3	11,6	11,9	12,8	13,4	14,7	16,2
Ventes au détail	en millions de dollars	7 121	7 453	7 833	8 187	8 606	8 919	8 972	8 988	9 096	8 959
	évolution (%)	1,6	4,7	5,1	4,5	5,1	3,6	0,6	0,2	1,2	-1,5
Mises en chantier	unités	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 119	1 697	1 398	1 200	1 300
	évolution (%)	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-26,0	-19,9	-17,6	-14,2	8,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,4	129,0	132,5	136,6	139,6
	évolution (%)	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	1,9	0,4	2,7	3,1	2,2

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.